

Assemblée générale d'Alternatives

Un autre monde est possible ... Un autre monde est nécessaire



Rapport d'activités 2003-2004

29 août 2004

Avant-propos

*Depuis la dernière assemblée générale d'août 2003, Alternatives a poursuivi ses travaux selon son mandat de développer la solidarité internationale à tous les niveaux. La quatrième édition du **FORUM SOCIAL MONDIAL** à Mumbai en Inde en janvier 2004 a exigé beaucoup d'efforts de notre part, de même que d'un très grand nombre de mouvements sociaux dans le monde. Par ailleurs, ce mouvement social n'a cessé de se développer, notamment en Amérique du Sud et en Europe, comme en **Espagne** où les organisations de la société civile ont infligé une cinglante défaite à la droite pro-Bush qui gouvernait ce pays. Ailleurs en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, les populations font dignement face aux crises, aux guerres. Mais même dans ces circonstances difficiles, il y a d'importantes percées, en **Inde** notamment. Au **Québec** et au Canada, le mouvement social a résisté d'une manière remarquable devant les assauts des forces de droite et néolibérales. À l'échelle canadienne lors des élections fédérales de juin, la vaste majorité des Canadiens et des Canadiennes a dit non à ceux qui veulent imposer le «modèle américain».*

*À ces côtés positifs, il faut constater aussi un certain nombre de problèmes. Notre ami Gustave Massiah du CEDETIM (Paris) parle d'une «**pré-crise**» du **mouvement altermondialiste**, qui a beaucoup progressé depuis dix ans, mais qui ne réussit pas à briser le mur, c'est-à-dire à imposer cet «autre monde» auquel nous aspirons. Dans un certain sens, nous avons gagné la «bataille des idées» contre le néolibéralisme, mais nous piétinons lorsqu'il s'agit de mettre en place des politiques réellement alternatives. Au Québec et au Canada et ailleurs dans le monde, de nouvelles initiatives sont en cours pour tenter de dénouer ce nœud.*

*C'est dans cet environnement tumultueux qu'**Alternatives** a évolué au cours de la dernière année. En plus, nous avons dû faire face à une situation difficile du point de vue **financier**, ce qui nous a forcé de faire des redressements douloureux. La bonne nouvelle est que ce redressement a réussi et nous met dans une bonne position pour l'année 2004-05. Le **conseil d'administration** a accompli encore une fois un très bon travail, caractérisé par une grande attention aux petits «détails» qui font parfois la différence, et un grand respect du **collectif** de travail qui a su comme toujours mener la barque au jour le jour. Fait à noter pour cette assemblée générale, il y a plusieurs personnes du conseil d'administration qui nous quittent, nous leur disons un grand merci ...*

Avec tout cela, nous avons entrepris l'année avec enthousiasme et nous espérons que, comme à l'accoutumé, l'AG 2004 sera remplie d'idées et de propositions pour relancer l'action pour faire en sorte qu'un «autre monde soit possible» !

Quelques notes sur le contexte

Beaucoup de choses se sont passées durant les douze derniers mois et ont eu un grand impact sur le mouvement altermondialiste et en particulier sur Alternatives.

Les États-Unis enlisés mais toujours dominants

Depuis la conquête relativement facile de l'Irak, les États-Unis sont enlisés dans ce pays et de manière générale, au Moyen-Orient. Tellement que les «néoconservateurs» autour de Georges Bush sont sur la défensive, devant le fait que la grande «réingénierie» dont ils rêvaient semble bien lointaine. On peut dire aussi que la position des États-Unis ne s'est pas améliorée en Europe (malgré les compromis de l'Union européenne concernant l'Irak), dans les Amériques et ailleurs dans le monde. Cependant, il ne faut pas penser que l'unique superpuissance est acculée au mur. Les adversaires, bien que nombreux, sont divisés, incohérents. **L'Union européenne** notamment : le tandem France – Allemagne ne parvient pas à créer un momentum européen fort, devant le sabotage de l'Angleterre, devant les oppositions des droites (Italie, Danemark, etc.), devant les réticences des nouveaux venus (Europe centrale) qui sont encore dans une mentalité de guerre froide. La Chine, la Russie et d'autres puissances émergentes ne font pas le poids. Bref, le monde reste figé entre une hyper puissance qui ne parvient pas (encore ?) à tout dominer, et un certain nombre de pôles potentiels, inaptes (pour le moment ?) à se coaliser et à confronter les États-Unis. Dans cet «entre-deux-mondes» se profilent des conflits sur un certain nombre d'enjeux stratégiques, le contrôle des ressources pétrolières, notamment. Loin des utopies d'un «monde de paix» qu'avaient promu les chantres du néolibéralisme, nous sommes devant la «**guerre sans fin**» de Georges W. Bush et de Dick Cheney.

Crimes de guerre

Le «mur de la honte» érigé en **Palestine** par l'occupation israélienne, l'emprisonnement illégal de centaines de détenus multinationaux à **Guantanamo**, les massacres et les tortures perpétrés par l'armée américaine en **Afghanistan** et en **Irak**, sont autant de crimes de guerres impunis et qui prolifèrent dans le monde actuellement. Le système de droits et de conventions internationales mis en place principalement par l'ONU depuis 50 ans est en train de s'écrouler et avec lui, une certaine régulation des rapports de forces dans le monde. Plus encore, cette dérive s'étend aux systèmes nationaux mêmes : des gouvernements, et pas seulement celui de Georges W. Bush, mettent en place et consolident des **mesures liberticides**. Les cibles évidentes sont les mêmes (immigrant-es, réfugié-es, sans papier), mais en fait, ce nouvel arsenal juridique vise l'ensemble des libertés et des droits. Au bout de la ligne, c'est la **criminalisation** de la dissidence, de la critique, de l'organisation populaire, qui se profile derrière tout cela. «Sans foi ni loi», comme les Bush, Sharon, Berlusconi, ou bien dans l'affaiblissement des droits (politiques, sociaux, économiques) sous l'égide du «social-libéralisme», dans lequel tombent beaucoup de partis et de gouvernements social-démocrates.

Crises et dévastation du néolibéralisme

Décrié par tout le monde, mis au ban par plusieurs grands médias et totalement discrédité aux yeux des populations, le néolibéralisme persiste et signe. Au mieux, on «**rebaptise**» les mêmes pratiques. L'«ajustement structurel» (imposé aux pays du tiers-monde par le FMI et la Banque mondiale) devient la «lutte contre la pauvreté». Le «consensus de Washington» (on devine pourquoi ?) devient le «consensus de Monterrey» alors qu'on prétend que les pays pauvres sont d'accord pour libéraliser leur économie en échange de quelques vagues promesses de réduction de la dette. Plus près de nous, c'est la «réingénierie» de l'État qui promet en fait des coupures sauvages dans la santé, l'éducation, les garderies, l'aide sociale. Quand certains États ou gouvernements disent non à ce programme, on les menace, on brandit le spectre de la fuite des capitaux, le désastre, comme cela est le cas au Brésil. Sur le fonds, le bulldozer néolibéral continue de dévaster, de détruire, d'appauvrir, de réprimer.

Les défis du mouvement populaire

Il faut être honnêtes, le contexte est difficile pour le mouvement social à travers le monde. Mais voilà qu'émerge un (heureux) **paradoxe**. Loin d'être assommés par le néolibéralisme, les mouvements populaires résistent, innovent, lancent toutes sortes d'initiatives, et osent même (quelle audace !) envahir le champ du politique. En **Espagne**, alors que tout le monde prévoyait le triomphe de la droite, le mouvement anti-guerre et la mobilisation des jeunes ont bouleversé l'échiquier politique en élisant la social-démocratie. En **Bolivie**, en Argentine, en Équateur et ailleurs en Amérique du Sud, les mouvements populaires coalisés rendent ingouvernable la gestion néolibérale. Au **Brésil**, le mouvement populaire inquiet devant les reculs du gouvernement Lula se tient debout et propose. Le **Venezuela** dit non à la (re)conquête américaine. En **Inde**, le mouvement populaire inspiré par le succès du quatrième Forum social mondial a mobilisé et contribué largement à la défaite d'une droite dure. Déstabilisés par les horribles crimes de guerre perpétrés par les puissances impérialistes (appelons les choses par leur nom), des organisations réussissent à avancer en **Afrique et au Moyen-Orient**, et même aux **États-Unis**, dans le ventre du dragon. Dans une grande pluralité de perspectives et de cultures politiques, tous ces mouvements demandent la démocratie et des alternatives économiques au néolibéralisme dominant.

Québec – Canada : la confrontation avec le néolibéralisme

De plusieurs façons, on assiste à une même confrontation ici au Québec et au Canada. Le gouvernement Charest, délégitimé, discrédité, voire ridiculisé, s'entête et continue dans ses politiques absurdes qui visent rien de moins qu'à détruire les acquis de quarante années de luttes sociales et politiques (ce qu'on a appelé la «**révolution tranquille**»). C'est un gouvernement ultra faible, mais qui trône (en partie à cause du système politique anti-démocratique qui sévit et qui permet à un parti minoritaire d'exclure tous les autres), et qui «gère la crise» du mieux qu'il peut, en espérant que l'opposition se délite et s'enlise. La **vraie opposition**, de toutes façons, est dans la rue, dans le mouvement social, dans les communautés. À l'échelle canadienne, la **droite** est à la défensive, depuis que le projet du Parti Conservateur s'est fait planté. Le gouvernement minoritaire de Paul Martin sait qu'une majorité de Canadiens a en fait voté à gauche, y compris en votant pour le PLC perçu comme moins menaçant que le PC, mais aussi en votant pour le Bloc Québécois et le NPD. Reste à voir comment le mouvement social pourra transformer cette **force de blocage** en une **force de proposition** et d'initiatives.

Alternatives dans le monde

Alternatives a plusieurs mandats, mais si on voulait résumer tout cela en une formule, on dirait que le but est de renforcer le mouvement altermondialiste dans le monde. Par définition, ce mouvement est pluriel, polycentrique, polymorphe. C'est un mouvement et en même temps un mouvement de mouvement, qui coalise, regroupe, mobilise. Le Forum social mondial est ce qui exprime le mieux (pas toujours complètement ni parfaitement) ce mouvement. Aujourd'hui, le FSM est devenu une réalité «nationale» dans plus de 100 pays où travaillent ensemble des mouvements sociaux de tout genre, unis par leur volonté de résister au néolibéralisme et au militarisme, et de reconstruire un autre monde où les valeurs de démocratie, de paix et de justice sociale seraient au premier plan. En tant que membre du comité international du FSM, c'est le mandat d'Alternatives d'appuyer ce processus. On le fait aussi à Quito, à Casablanca, à Kinshasa, à Ramallah, à Buenos Aires, à Londres et dans d'innombrables lieux où se construit le mouvement altermondialiste, souvent dans des conditions très difficiles.

Forum social mondial

Nous avons travaillé fort pour assurer le succès du FSM en Inde en janvier 2004, à travers nos interventions dans le comité international, et à travers le travail auprès des partenaires indiens. Parallèlement, nous avons appuyé de manière systématique les Forums des Amériques (Quito), le Forum du Maroc, le Forum social européen (Paris).

Dans les Amériques

Dans les Amériques, Alternatives a concentré ses efforts au Brésil, en Argentine, à Cuba et dans plusieurs autres pays et sous-régions, notamment les Caraïbes. Au Brésil, Alternatives travaille avec la **CUT** (principale confédération syndicale), le **MST** et d'autres organisations populaires (environnement, jeunes, démocratie participative). De plus, nous oeuvrons avec les **municipalités** de gauche (comme Porto Alegre) et des ministères du gouvernement fédéral. En Argentine, Alternatives a travaillé avec nos partenaires historiques, la **CLACSO** (réseau de recherche et d'animation du mouvement populaire latino-américain), tout en élaborant un grand projet d'économie solidaire avec les communautés affectées par les impacts du néolibéralisme. À **Cuba**, Alternatives travaille dans un grand projet de développement communautaire dans l'est, tout en appuyant les organisations populaires à articuler des perspectives cohérentes contre le néolibéralisme. En fait, tout le travail dans les Amériques est coalisé à travers **l'Alliance sociale continentale**, le **Forum social des Amériques** et d'autres réseaux de réseaux» qui permettent l'articulation d'un grand mouvement populaire contre la ZLEA. Dans cette perspective dans les **Caraïbes**, Alternatives a participé à la construction d'un réseau de plusieurs organisations qui formulent des alternatives sur le processus d'intégration en cours. Dans ce contexte caribéen, nous avons apporté une attention particulière à la situation **haïtienne**, puisque le mouvement populaire dans ce pays cherche à reconstruire ce pays détruit par le néolibéralisme et la «démocrature». Ce bref portrait resterait incomplet sans mentionner nos efforts pour tisser des liens de solidarité avec le mouvement populaire aux **États-Unis**. Ce n'est certes pas une question simple, mais il existe aux États-Unis des organisations populaires très fortes avec lesquelles nous tentons de coordonner nos actions.

Alternatives dans les Amériques

Brésil : Projets avec la CUT, le MST, et diverses institutions gouvernementales et non-gouvernementales.

Argentine : Appui au CLACSO et démarrage d'un projet d'économie solidaire avec des organisations communautaires et universitaires.

Cuba : Projet de développement communautaire à Cauto et appuis à des mouvements sociaux.

Bolivie, Équateur, Chili, Mexique, Venezuela Appuis au Forum social des Amériques et à des organisations communautaires, syndicales et centres de recherche.

Caraïbes : appui à un réseau d'ONG sur la ZLEA. Appui à des organisations populaires en Haïti.

États-Unis : coopération avec divers mouvements populaires.

Afriques

En Afrique au sud du Sahara, la crise est généralisée. Les politiques néolibérales, hautement décriées et décortiquées, continuent de s'imposer. Le **FMI**, la Banque mondiale, ainsi que diverses initiatives telles le **NEPAD** continuent d'imposer les politiques désastreuses qui conduisent à la prolifération de crises sociales, politiques, économiques. La **Côte d'Ivoire**, ce «beau fleuron» du capitalisme néocolonial, est maintenant engouffrée dans une crise complexe qui ressemble, malheureusement, à ce qui s'est passé en Afrique de l'Ouest depuis quelques années (création de «territoires» sous le contrôle de diverses milices, partition effective du pays, tueries, etc.). Pourtant dans cette sous-région se développe un intéressant mouvement populaire et c'est là qu'Alternatives intervient : avec **Alternative-Niger**, avec Anafa au Sénégal, avec le mouvement Khayira au Mali (qui vient de marquer des points au niveau politique lors des élections locales), avec les organisations de droits en Côte d'Ivoire. Dans les **Grands Lacs** africains, c'est une catastrophe semblable. Alternatives travaille avec les organisations congolaises à développer leurs stratégies de communication (www.societecivile.cd), dans la réhabilitation de villages (Kivu), dans les campagnes pour la paix (Burundi). En **Angola**, au **Soudan**, au **Zimbabwe**, au **Mozambique**, en **Érythrée**, en **Éthiopie**, des initiatives locales en apparence anodines construisent les jalons d'une réponse populaire à la crise, à la fois contre l'impérialisme néolibéral version États-Unis ou version France, à la fois contre les démocraties et les dictatures locales. En **Afrique du Sud** enfin, alors qu'un «nouveau» mouvement populaire se met en place au-delà et parfois même contre l'ANC, ce grand drapeau un peu beaucoup fané de la lutte pour la démocratie et contre le racisme.

Alternatives en Afrique subsaharienne

Niger : Soutien à Alternative-Niger, réseau d'information et d'animation du mouvement populaire au Niger.

Sénégal, Mali, Côte d'Ivoire : collaboration avec plusieurs ONG et organisations de droits humains.

Angola : Avec notre partenaire historique, ADRA.

Soudan, Érythrée, Éthiopie, Mozambique. Appuis aux organisations de femmes, de droits, de paysans.

Afrique du Sud : appui au travail de mise en réseau et de définition des politiques des alternatives avec plusieurs ONG locales.

République démocratique du Congo, Burundi : mise en réseau, réhabilitation communautaire, campagnes pour la paix.

Afrique du Nord et Moyen-Orient

Au Maroc, le mouvement populaire lutte à la fois contre les tentations du pouvoir de revenir aux pratiques habituelles de la démocratie, et contre les forces de droite qui se drapent de l'Islam. Le **Forum social du Maroc** a été un des points forts de cette construction et Alternatives y a été très présent. En Égypte, c'est un processus semblable, quoique les conditions y soient beaucoup plus difficiles. Alternatives y travaille dans le cadre d'un vaste programme de renforcement des ONG locales. En Palestine, sous les bombes et à l'ombre du **Mur de l'apartheid**, nous travaillons dans les camps de réfugiés de **Gaza**, et avec des organisations populaires de promotion des droits (comme AIC et TCC) et à des ONG (Union des comités de secours médicaux). En **Irak**, nous avons développé des relations de coopération avec des organisations populaires locales engagées dans la lutte pour la démocratie et la reconstruction, et qui organisent des campagnes civiles et non armées pour mettre fin à l'occupation. Plus largement dans cette région du monde qui se trouve à maints égards dans l'œil du cyclone, nous avons des liens de solidarité avec des organisations populaires en Algérie, en Tunisie, en Jordanie, au Liban, en Syrie et au Yémen.

Alternatives en Afrique du Nord et au Moyen-Orient

Maroc : Appui au Forum marocain des alternatives sud et au Forum social marocain, ainsi qu'à plusieurs autres IONG et réseaux (tel l'Espace associatif).

Palestine : Mise en œuvre d'un programme de formation pour les femmes dans les camps de réfugiés de Gaza. Appui aux organisations de droits et aux ONG palestiniennes.

Égypte : programme de formation et de renforcement des ONG locales.

Irak : Appui à diverses ONG et organisations de défense des droits.

Algérie, Tunisie, Liban, Jordanie, Yémen. Appuis à des ONG et des organisations et réseaux pour la démocratie et la justice sociale.

Asies

La dernière période a été exaltante en **Inde**, où le mouvement populaire est apparu comme l'un des protagonistes principaux de la société indienne. Le partenaire principal d'Alternatives, le mouvement d'éducation populaire **BGVS**, a été au cœur de l'organisation du Forum social mondial à Mumbai en janvier dernier, ce qui a conduit à une confrontation sérieuse avec le gouvernement d'extrême droite, finalement mis dehors lors des élections du printemps dernier. Au **Pakistan** par contre, le pays continue de tomber en morceaux, entre la dictature militaire pro-américaine qui fait la chasse au «terrorisme», disent-ils, et les intégristes qui sont sortis en fin de compte renforcés, et non affaiblis, des aventures américaines dans la région. Notre principal point d'ancrage dans ce pays est un formidable **mouvement de pêcheurs** (qui regroupe en fait l'ensemble des communautés côtières) et qui organise une résistance épique contre la dévastation infligée au pays par les politiques dominantes. En **Afghanistan**, envers et contre tous, des organisations populaires et de **femmes** s'organisent et c'est dans le cadre d'une centre de formation populaire que l'action principale d'Alternatives se situe. En **Indonésie**, une véritable bombe à retardement en plein cœur de l'Asie du Sud-Est, nous travaillons avec des organisations de défense des droits, des réseaux de mouvements populaires dans des régions périphériques affectées par les conflits violents (West Papua). Ailleurs en Asie, Alternatives travaille également au Vietnam (appui à des projets communautaires) et maintient des liens de coopération avec des organisations en Chine, aux Philippines et au Japon.

Alternatives en Asie

Inde : Appui au BGVS et d'autres ONG indiennes luttant pour la démocratie, les droits, la justice sociale

Pakistan : Appui aux organisations de pêcheurs le long de la côte maritime.

Afghanistan : programme de formation et de renforcement des ONG locales.

Indonésie : Appui à diverses ONG et organisations de défense des droits.

Vietnam, Chine, Philippines. Appuis à des ONG et des réseaux pour la démocratie et la justice sociale.

Japon : coopération avec des ON japonaises oeuvrant en coopération internationale.

Eurasies

C'est une vaste région du monde qui autrefois était coupée en deux par la guerre froide et qui est maintenant en processus de reconstitution, d'une part à travers l'Union européenne, d'autre part sous la coupe du néolibéralisme sous des diverses coutures. Alternatives travaille depuis plusieurs années en **Russie**, en Ukraine, en Biélorussie, principalement avec des organisations syndicales. En **Europe centrale**, nous travaillons à soutenir des ONG locales qui se concentrent dans la **coopération internationale**. Dans les Balkans, le Caucase et l'Asie centrale, des sous-régions en crise, nous travaillons avec des organisations qui font des campagnes pour la paix, notamment en **Géorgie** et en **Bosnie**. En

Europe dite occidentale, nous construisons des alliances stratégiques avec plusieurs organisations qui développent le Forum social européen, notamment en France, avec nos amis du **CEDETIM** et de **l'IPAM**, en Belgique (avec le Centre tricontinental) et dans plusieurs pays.

Alternatives en Eurasies

Russie, Ukraine, Biélorussie : Appui à l'École de démocratie ouvrière.

Europe centrale : Mise en œuvre d'un programme de formation pour les Ong de coopération internationale en Pologne, en Hongrie, en Tchéquie, en Slovaquie, en Slovénie, et dans les trois pays baltes.

Balkans, Caucase, Asie centrale : appui aux ONG locales.

France, Espagne, Belgique, Italie : Programmes de coopération multiples avec le CEDETIM et l'IPAM (France), la Fondation pour le progrès de l'homme (France), les confédérations syndicales espagnoles, le Forum mondial des alternatives et le CETRI (Belgique), Punto Rosso (Italie), Novib et IKV (Pays-Bas)

Alternatives- international

Parallèlement à nos partenariats multiples, nous avons mis en place une structure de coopération légère, mais qui nous permet de mieux nous coordonner avec un certain de partenaires stratégiques. Et ce notamment au niveau du Forum social mondial, où nous entendons nous organiser d'une manière plus cohérente et stratégique. À plus long terme, le but est de solidifier une alliance stratégique de groupes oeuvrant à la construction du mouvement altermondialiste à l'échelle planétaire. Pour le moment, le groupe procède par consultations et discussions, en incluant des organisations en Inde, au Brésil, en Argentine, à Cuba, en Palestine, au Maroc, au Niger, en Afrique du Sud, en France et ailleurs.

Évolution des projets

Alternatives dans le développement de ces partenariats fonctionne à deux niveaux. Il y a d'abord nos **alliances «stratégiques»**, «politiques», avec un nombre restreint d'organisations, avec lesquelles nous travaillons bon an mal an, que nous appuyons, que nous consultons, qui nous guident dans notre action de solidarité. Ce noyau «dur» regroupe en bonne partie les organisations qui travaillent à construire Alternatives-international. Il y a ensuite le travail que nous pouvons faire via des **projets spéciaux**, généralement de plus grande envergure au niveau financier, généralement co-financés par l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Bien sûr, les deux démarches sont liées ensemble, mais elles possèdent aussi leurs caractéristiques propres. Les projets financés par l'ACDI contiennent des conditionnalités techniques assez compliquées, par exemple. Il y a aussi la réalité des projets dits humanitaires (qui sont financés par la branche humanitaire de l'ACDI, l'AHI), et qui varient beaucoup d'années en années, selon les aléas de la politique canadienne. Ainsi en 2003-04, presque tous les nouveaux projets d'Alternatives proposés à l'AHI ont été refusés.

À chaque année bref, nous commençons l'an avec un certain nombre d'ancrages permanents, mais aussi avec des perspectives incertaines, dépendamment des humeurs de la coopération canadienne. De façon générale durant la dernière période, les ONG canadiennes, et pas seulement Alternatives, ont connu de **grosses difficultés avec l'ACDI** (en moyenne, les financements ont diminué de 15%). Plus spécifiquement, notre budget prévisionnel (au début de l'année fiscale) misait sur des revenus provenant du gouvernement canadien totalisant \$5,4 millions. Au bout de l'année cependant, c'est \$4,7 millions que nous finalement reçu.

La bonne nouvelle est que nous avons su maintenir le cœur de notre programmation, en dépit de ses difficultés, et que nous avons pu également diversifier nos sources de financement, tant au sein même de l'ACDI (entre les divers départements de l'Agence), et à l'extérieur. Toute cette situation avec l'ACDI sera d'ailleurs relancée dans la prochaine année dans le contexte d'une vaste révision de la politique

extérieure du Canada, y compris au niveau de la coopération internationale (nous avons des idées pour intervenir à ce niveau, voir les perspectives 2004-05).

En terminant sur le travail d'Alternatives dans le monde, il est important de souligner l'importance des **stagiaires**. Ce programme est devenu l'un des pivots de la présence d'Alternatives dans le monde. Les stagiaires contribuent beaucoup aux projets et au développement des partenariats pour construire un autre monde. Durant la période passée, nous avons réussi à négocier un contrat à long terme avec le Cégep Ahuntsic qui permet de consolider et d'améliorer la formation des stagiaires.

Principaux projets avec l'ACDI

Appui du secteur volontaire (Branche du partenariat) : Cofinancement d'un programme trisannuel de renforcement des ONG locales et d'éducation au développement.

Projets bilatéraux : Égypte (formation et renforcement des ONG locales), Palestine (camps de réfugiés de Gaza), Cuba (développement communautaire), Argentine (économie solidaire), Europe centrale (renforcement des ONG de coopération internationale, Caraïbes. (appui à des réseaux d'ONG travaillant sur l'intégration continentale).

Assistance humanitaire internationale : réhabilitation et reconstruction en République démocratique du Congo, Burundi, en Indonésie.

Les stages

Furtez dans le monde Plus de quarante stagiaires pour appuyer des ONG partenaires dans le domaine des technologies de l'information, en Afrique, en Amérique du Sud, en Asie, en Eurasie. (cofinancement d'Industrie-Canada)

Médias alternatifs : Plus d'une dizaine de stagiaires oeuvrant en communications alternatives (écrit et électronique), co-financé par l'ACDI et les Travailleurs canadiens de l'automobile.

Québec sans frontière : Des stagiaires avec des organisations communautaires au Chili.

Alternatives au Québec et au Canada

De manière générale dans nos activités locales, pour des raisons à la fois semblables et à la fois différentes que ce qui s'est passé pour notre programme dans le monde, l'année 2003/04 n'a pas été à la hauteur des attentes. La principale déception a été de ne pas avoir réussi à créer de momentum autour de l'idée d'un Forum social Québec Canada – Premières Nations. Les raisons de cet échec sont nombreuses, simples et compliquées en même temps.

Le projet du Forum social

À Porto Alegre en 2003, et par après, à travers des réunions à Montréal, Toronto, Québec, Vancouver, Edmonton et Moncton, l'idée a été évoquée de rapatrier chez nous le concept du FSM : un processus pluraliste, permettant l'interaction entre les divers secteurs du mouvement populaire, et regroupant des segments significatifs des nations qui habitent le territoire du Canada. Au début, la réponse était assez bonne parmi plusieurs organisations populaires, syndicales, étudiantes, altermondialistes, de femmes. Une réunion en juin 2003 à Montréal a regroupé une centaine de représentantEs de groupes. Mais rapidement, des problèmes sont apparus. Tout au long de l'automne, Monique Simard et Judy Rebick ont multiplié les rencontres pour identifier et solutionner le problème. D'emblée, notre position était sans équivoque, le Forum social ne pouvait réussir s'il n'était pas l'émanation d'une grande coalition et donc clairement, que le Forum n'était pas le projet d'Alternatives. À l'hiver lors d'une session du conseil d'administration, nous avons convenu de tenter un effort de la dernière chance. D'autres consultations ont eu lieu et il est devenu clair que cela n'était pas à l'ordre du jour pour la majorité des organisations qui auraient dû en principe être au cœur de ce processus. Parmi les principaux obstacles, on a constaté les divisions qui prévalent actuellement dans le mouvement syndical et qui empêchent une action unitaire. Des facteurs circonstanciels ont également joué, dont la mobilisation qui a eu lieu en prévision des élections fédérales (plusieurs mouvements ont décidé de d'investir à fond avec le NPD). Au Québec, les syndicats, avec la participation des organisations populaires, ont mis leurs énergies dans une campagne de mobilisations contre la réingénierie mise de l'avant par le gouvernement Charest, mobilisation par ailleurs assez bien réussie. Bref, on doit constater que l'idée n'a pas suscité assez d'intérêt. Peut-être qu'elle resurgira autrement et plus tard. C'est dommage car nous pensions (nous continuons de le penser) que l'idée du Forum social pourrait être un réel pas en avant pour le mouvement populaire. Mais comme le dit l'adage, on ne fait pas pousser la plante en la tirant par la tige ...

Pour des Amériques solidaires

À l'automne, le processus élaboré par le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC) a débouché via la consulta à laquelle 70 000 personnes ont participé à l'échelle canadienne. Le résultat a permis de relancer sur la place publique l'opposition des organisations populaires au projet de la ZLEA. Dans le cours de l'année par la suite, Alternatives dans le cadre du RQIC ou en collaboration avec divers groupes a organisé plusieurs assemblées sur le thème des Amériques, notamment sur les perspectives du mouvement populaire au Brésil, en Argentine, à Cuba, au Venezuela. Ces activités ont été relancées à travers les rencontres continentales, notamment celles de Cuba et du Brésil, et plus récemment, dans le cadre du Forum social des Amériques à Quito (Équateur). Sur le thème connexe de la mondialisation néolibérale, nous avons organisé une grande assemblée publique avec Maude Barlow, la présidente du Conseil des Canadiens.

Forum social mondial

Nous l'avons évoqué auparavant, Alternatives participe beaucoup au processus du FSM, dans l'organisation et la mobilisation, dans le financement et la logistique. Cette année à Mumbai, la quatrième édition du FSM a été un grand succès pour nos partenaires indiens et asiatiques, également pour les organisations du monde entier qui y ont participé, y compris du Québec et du Canada. Avant Mumbai, nous avons stimulé cette participation via le comité québécois du FSM. Pendant Mumbai, nous avons organisé un programme de rencontres pour les déléguÉes du Québec avec les organisations populaires en

Inde. Après Mumbai, nous avons organisé diverses sessions d'information pour en rendre compte. Également, nous avons coordonné des délégations au Forum des Amériques (Quito), au Forum du Maroc (Rabat) et à Paris St Denis, lors du Forum social européen, un événement important qui rassemble des mouvements sociaux de toute l'Europe. Sur le plan local à Québec, nous avons soutenu les travaux du Forum social de Québec et des Appalaches.

Solidarités avec la Palestine

Nous avons organisé plusieurs activités de solidarité avec la Palestine, sur nos propres bases ou en coalition, notamment avec Solidarités avec les droits humains des Palestiniens (SPHR). Nous sommes intervenus notamment avec la participation de Mustafa Barghouti, un des animateurs principaux du mouvement populaire palestinien. Nous avons répondu aux attaques vicieuses et malintentionnées de certaines organisations relais d'Israël qui nous accusaient d'antisémitisme.

Solidarités tout azimut

Nous avons organisé des rencontres sur le mouvement social en Afrique du Sud, le génocide rwandais, la lutte pour la démocratisation en Haïti, l'expérience cubaine de construction de la solidarité internationale, la résistance des femmes en Afghanistan et en Iran, les expériences de résistance en Argentine, au Venezuela, au Brésil, en Bolivie et sur bien d'autres thèmes encore.

Le mouvement contre la guerre

Les grandes mobilisations au début de 2003 n'ont pas continué une fois la guerre terminée bien que, à l'appel de diverses organisations internationales, une série de manifestations a eu lieu dans le monde en mars dernier, y compris à Montréal, à l'appel du Collectif Échec à la guerre. Alternatives a ralenti cette année sa participation au Collectif mais a continué d'appuyer ses actions. Nous sommes intervenus d'une façon systématique, via nos moyens d'information, sur la situation en Irak et en Afghanistan, notamment, pour exposer les dessous et les impacts de la stratégie américaine. Nous avons co-organisé (avec l'Institut Simone de Beauvoir de l'Université Concordia) une conférence sur l'impact de la guerre sur les femmes des régions les plus affectées, comme en Iran, en Afghanistan, en Palestine.

La démocratie et la démocratisation des villes

À Québec et à Montréal, nous avons travaillé avec diverses organisations (dont la SodecM à Montréal) sur le thème de la démocratisation des villes. Nous l'avons fait en utilisant nos liens et nos expériences dans les villes brésiliennes, Porto Alegre principalement, et via de multiples conférences et ateliers. Ce travail doit déboucher en septembre prochain sur le Sommet des citoyens de Montréal, auquel Alternatives participe.

Solidarités avec les immigrantEs et réfugiéEs

Nous avons participé aux mobilisations organisées par diverses coalitions pour défendre les réfugiés algériens et palestiniens. Nous avons bataillé avec la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiés et immigrantes contre les coupures ordonnées par le gouvernement Charest, envers les programmes destinés aux immigrantEs, avec un certain succès. Nous avons maintenu notre service d'aide à l'emploi pour les nouveaux immigrantEs, ce qui a impliqué également une négociation difficile et serrée avec le gouvernement québécois. Grâce aux programmes d'employabilité, programme de soutien à l'emploi financé par le Ministère des relations avec les citoyens et de l'immigration et le programme immersion professionnelle financé par Emploi Québec, nous visons à favoriser l'intégration socio-économique des personnes issues de l'immigration. L'un des programmes permet aux personnes issues de l'immigration d'acquérir les connaissances en techniques de recherche d'emploi et le second programme permet par le biais d'un emploi subventionné soit l'immersion professionnelle d'acquérir une première expérience professionnelle au Québec dans le domaine de formation de la personne. Ce dernier programme s'adresse à une clientèle cible auquel nous offrons un service adapté à ses besoins. L'effort

d'adaptation concerne le mode de recrutement, le déroulement des stages d'immersion, leur fonctionnement, les méthodes d'intervention, les activités proposées et nos interventions auprès des employeurs. Par ailleurs, Alternatives intervient sur les questions reliées à l'immigration, de diverses façons. Ce qui l'amène à participer à plusieurs tables de concertation ou comités de travail, afin de promouvoir les droits des immigrants, réfugiés et demandeurs d'asile. Notre défi est de réussir à adapter et diversifier nos services selon les besoins et attentes de ces différentes communautés et dans plusieurs langues. Malheureusement depuis le 11 septembre 2001, un nombre croissant d'employeurs potentiels ont tendance à faire une association directe entre les réfugiés et demandeurs d'asile d'un côté et les terroristes de l'autre. Du coup, notre travail de sensibilisation et d'éducation contre le racisme et les préjugés a pris la plus grande importance.

Une initiative par et pour les jeunes

Nous avons développé une activité systématique du côté des groupes de jeunes, notamment avec le RAJ et diverses organisations étudiantes et jeunes. La perspective de ce travail à long terme a été de soutenir la réarticulation du mouvement des jeunes dans un contexte de grande dispersion.

Alternatives, le Journal

Nous avons procédé à la publication de notre journal en l'insérant dans Le Devoir, et en tout et pour tout, cela a été un grand succès. L'impact a été évident en termes de feedback, d'abonnements, d'échos politiques. Notre journal est maintenant bien établi au Québec comme une référence importante au niveau de l'actualité internationale et nationale. Il dispose de collaborateurs professionnels et non professionnels d'une grande qualité, dont plusieurs ex-stagiaires. L'influence du journal se fait sentir jusqu'à Ottawa. Alternatives est membre du Réseau des médias alternatifs

Sur la toile

Le site internet d'Alternatives a été maintenu et développé. De même que le travail dans le cadre du projet OneWorld et UnSeulMonde, deux sites internet de plus en plus utilisés par la population. OneWorld est géré en tandem avec le site Rabble, qui est devenu le plus important site internet progressiste au Canada anglais. Une très longue négociation avec l'ACDI a permis de maintenir ce projet avec un niveau important de ressources. Plusieurs autres sites ont été développés et/ou améliorés ; www.afghanact.org (Afghanistan), www.social-movements.org (Forum mondial des Alternatives) et www.societecivile.cd (RDC) nous ayant entre autres permis de développer des outils techniques adaptés et performants, mais surtout une importante capacité de formation et de mobilisation sur les enjeux de la communication pour les acteurs du mouvement social.

Médias électroniques

A Québec, l'équipe Alternatives anime une émission hebdomadaire depuis plusieurs années sur les ondes de CKRL (les émissions sont archivées sur le site internet). Alternatives participe également à une série d'émissions sur CKUT à Montréal. Les interventions de membres d'Alternatives ont été assez fréquentes sur les ondes de Radio Canada (radio), RDI et Télé-Québec, notamment l'émission d'actualité internationale «Points Chauds».

Des jardins sur les toits

Le projet initié l'an passé pour développer l'idée de jardins sur les toits par des expériences-pilotes a avancé considérablement. De nouveaux liens ont été créés avec diverses organisations (dont Santropol Roulant) et des financements à long terme ont été assurés. Un nombre important de personnes bénévoles, surtout implantées à l'Université McGill, est impliqué dans ce projet.

Dix ans d'Alternatives

Nous avons organisé un programme de promotion, de publicité et d'information pour souligner les dix ans d'Alternatives. Cela a abouti au très bon et très réussi spectacle du 12 juin au Spectrum de Montréal. D'autres évènements sont prévus à l'automne dans le cadre de ce dixième anniversaire.

Alternatives à Québec

La petite équipe d'Alternatives à Québec a continué de faire un gros boulot. Le projet sur la démocratie participative a été une des plus importantes initiatives, en collaboration avec plusieurs organisations populaires de la ville de Québec. La participation d'Alternatives dans la mobilisation contre la guerre, dans la solidarité avec la Palestine, et dans le cadre des travaux du Forum social de Québec, Chaudière-Appalaches, a été également pleinement assumée.

Vie associative et fonctionnement

Le conseil d'administration

Notre CA est composé de treize membres, mais en pratique en 2003-04, on a compté sur douze membres. Le CA a tenu cinq sessions normales dans le cours de la dernière période, plus une journée d'étude organisée conjointement avec le collectif. Le CA joue un rôle important dans Alternatives, c'est véritablement l'instance de gouvernance qui veille aux orientations politiques et qui intervient, lorsque cela est nécessaire (idéalement moins que plus souvent) dans la gestion. Le CA est secondé pour ce faire d'un comité exécutif composé de cinq personnes. Le directeur d'Alternatives est membre-observateur (sans droit de vote) du CA et du CE. Les principaux dossiers sur lesquels le CA a planché cette année ont été :

- Le Forum social, mondial et local. Le CA a élaboré une stratégie d'ensemble pour le Forum social. C'est également le CA qui a présidé aux diverses tractations et négociations concernant le Forum social local.
- La réorganisation : c'est le CE qui a piloté le processus de réorganisation via un comité spécial formé de membres du CA et du collectif. C'est le CA qui a endossé le projet final résultant du processus.
- La situation financière : tout au long d'une année assez mouvementée et difficile, le CA a suivi l'évolution de la situation financière, a examiné les diverses options proposées par le directeur et le collectif, a adopté les états financiers et le budget prévisionnel de l'année en cours. Également, le CA a adopté une nouvelle politique de conditions salariales et de travail proposée par le collectif.
- Le CA a également abordé plusieurs autres questions à connotation politique : notre position sur la Palestine, nos appuis aux coalitions québécoises mises en place contre la «réingénierie» et bien d'autres questions encore.

Faits saillants du plan de réorganisation

- * Création d'un poste de secrétaire général dans le but de mettre davantage d'accent sur la formation et l'encadrement du personnel. Ce poste a été pourvu par le conseil d'administration sous recommandation d'un comité de sélection. Il s'agit de Pierre Céré.
- * Fusion de quatre directions en deux (mobilisation-communication, programmes-stages) et nomination (par les membres de ces équipes) de coordonnateurs-trices d'équipe.
- * Mise en place d'un nouveau comité de coordination composé du DG, du SG, de la directrice de l'administration, deux coordonnateurs-trices d'équipes.

Ce processus est en cours de finalisation (août 2004) présentement et comprend également plusieurs autres éléments. Parallèlement, la politique salariale et de conditions de travail a été actualisée et approuvée par le CA et le collectif. Cette politique établit de manière précise les conditions de travail, les avantages sociaux, et la grille salariale. Entre-temps, une demande d'accréditation syndicale a été déposée par la CSN au nom des salarié-es d'Alternatives. Ce processus est également en cours et devra faire l'objet de l'attention du prochain CA. Il est probable que durant le cours de l'automne, de négociations soient entamées pour aboutir à l'établissement d'une convention collective.

Membres du conseil d'administration 2003 – 2004
(par ordre alphabétique)

Philippe Boudreau (vice président)
Dorval Brunelle
Denis Côté (secrétaire)
Mirlande Demers
Sabine Friesinger
Lorraine Guay (vice-présidente)
Gordon Lefebvre (trésorier)
Renato Martins
Judy Rebick
Claude Rioux
Monique Simard (présidente)
Georges Wazir

Note : Odile Joannette, élue par la dernière AG, n'a pas pu participer au CA.

Les membres et le Forum des membres

Plusieurs dizaines de personnes membres d'Alternatives se sont impliquées tout au long de l'année dans diverses activités et projets* tant à Montréal qu'à Québec *: interventions publiques, campagnes, levées de fonds, production du journal, émissions de radios *(émission hebdomadaire entièrement réalisée par un comité de membres sur les ondes de CKRL à Québec et capsules bi-mensuelles à CKUT à Montréal*), appuis à des projets d'Alternatives dans le monde. *À Montréal, la structure du Forum des membres (espace de discussion et de débats pour les membres), a été modifiée par la mise sur pied d'une coordination. Les membres du Forum se sont rencontrés à 5 reprises et ont organisés deux activités publiques (Retour de Mumbay et Vers la démocratie participative). Un comité de membres issu du Forum prend maintenant en charge la production du Point de repère et a nettement élevé sa qualité notamment par du contenu original. Le Forum des membres a connu un succès mitigé tant dans son organisation que dans le degré de participation. De plus, une nouvelle section membre a été ajoutée sur le site web.

Le collectif

Le collectif est l'assemblée des travailleurs et des travailleuses d'Alternatives, qui sont également membres d'Alternatives et à ce titre participant-es de l'assemblée générale. Les priorités du collectif ont été l'élaboration d'une nouvelle politique sur les salaires et les conditions de travail, ainsi que le travail au niveau de la réorganisation.

Partenaires et solidarités

Alternatives a travaillé et coopéré avec un grand nombre d'organisations québécoises, canadiennes et internationales. En plus d'être membres actifs de divers réseaux dont le Forum social mondial et Alternatives-international, nous participons à plusieurs coalitions dont le Conseil canadien pour la coopération internationale, l'Association québécoise des organismes de coopération internationale, le Réseau québécois sur l'intégration continentale, la coalition Échec à la guerre, etc. Des partenariats spécifiques ont été également établis avec plusieurs organisations syndicales (CSN, TCA, CSQ, CTC), des organisations de jeunes (SPHR, RAJ), des ONG (FIT, EUMC, CISO, Fondation canadienne des droits humains, Novib) et plusieurs autres mouvements, réseaux, organisations, fondations.

Situation financière

Assez rapidement au début de l'année fiscale 2003-2004, nous avons constaté que nous ne pourrions pas atteindre nos objectifs (le budget original était de \$7,2 millions. La raison principale de cette situation relève de la situation à l'ACDI, où un grand nombre de projets ont été refusés ou reportés (ce qui a représenté un manque à gagner de plus de \$600 000 du côté de l'ACDI). Le département de l'aide humanitaire (AHI), qui nous avait appuyé pendant dix ans pour des projets dans des pays en guerre ou en conflit (Congo, Burundi, Angola, Soudan, Palestine, Yougoslavie, Indonésie) nous a fermé la porte au nez à plusieurs reprises. Cette situation reste encore instable pour le moment. D'autres départements de l'ACDI (bilatéral) nous ont refusé nos projets sur le fait que l'Agence n'était plus intéressée à travailler avec les ONG. Une étude compilée par le Conseil canadien pour la coopération internationale a noté une diminution de plus de 15% des subventions destinées aux ONG canadiennes, ce qui veut dire que le problème n'est pas spécifique à Alternatives. Un facteur additionnel a aggravé cette situation, découlant de la réduction importante du budget du MRI à Québec, dans des conditions qui sont similaires à celles qui ont prévalu dans d'autres secteurs. Bref, au lieu du \$7,2 millions prévu au début de l'année, nous avons terminé avec \$6,8 millions.

Sur le plan positif, nous avons renouvelé une entente de trois ans avec le Partenariat de l'ACDI, qui nous apporte une contribution financière de \$540 000 dollars par an. Cette portion du budget est relativement petite (15%), mais elle est précieuse dans le sens où elle nous apporte un financement de base qui n'est pas lié à des projets, et en même temps, elle est en quelque sorte la garantie que demandent les autres secteurs de l'ACDI lorsqu'ils veulent transiger avec Alternatives.

Prévoyant le déclin du budget, nous avons étudié la situation et entrepris un processus de discussion impliquant le CA et le collectif. Un certain nombre de postes laissés vacants par des départs volontaires n'ont pas été comblés. Quelques postes ont été supprimés. Des coupures ont été effectuées dans le budget de financement et sur les salaires : l'augmentation des salaires conséquente à la nouvelle politique de salaires et de conditions de travail a été retardée de façon à sauver environ 50% de l'enveloppe prévue à cet effet.

Les réductions de dépenses n'ont pas été notre seule réponse à cette situation. Nous avons multiplié nos démarches auprès de l'ACDI, tant au niveau politique qu'au niveau technique. Nous avons validé l'hypothèse que nous n'étions pas particulièrement visés, et nous avons diversifié nos liens au sein du gouvernement fédéral. Le résultat de tout cela a été positif dans le sens de stopper le déclin et même d'entreprendre une remontée qui, nous l'espérons, se confirmera cette année.

Parallèlement, nous avons multiplié nos démarches de financement en Europe, avec des résultats qui commencent à être intéressants. Enfin, nous avons redoublé nos efforts auprès de nos appuieurs privés et corporatifs. Une augmentation importante à ce niveau explique nos résultats financiers somme tout satisfaisants (de \$712 000 à près de \$800 000). Avec cette augmentation principalement (qui était imprévisible jusqu'à la fin de l'année fiscale), nous avons terminé l'année fiscale avec un léger surplus

Quelques éléments pour conclure

L'année 2003-2004 a été difficile à presque tous les points de vue. Le déclin des ressources liées à la réduction du budget a été, on l'imagine aisément, très difficile à gérer. Pour un organisme comme Alternatives, gérer la décroissance n'est pas facile, après plusieurs années d'avancées. On est satisfaits d'avoir bien fait cela, sans nuire au mandat central de l'organisation.

Au niveau politique, le non-départ du Forum social du Québec, du Canada et des Premières Nations a été décevant. Entre temps cependant, nous avons continué de participer aux initiatives communes et les coalitions continuent au niveau québécois et canadien.

Tout cela nous conduit à examiner notre situation avec attention. Les objectifs pour l'année prochaine seront certainement plus ciblés. Nous voulons continuer de jouer un rôle important dans la dynamisation et l'animation du mouvement populaire au Québec et au Canada en renforçant ses perspectives internationalistes. Nous voulons continuer d'appuyer la démarche de nos partenaires dans le monde dans la construction du mouvement altermondialiste !